

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 05 octobre 2020**

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>68</b>	<b>12</b>

N° de la séance : 12

Objet de la délibération : Assainissement -  
Redevance assainissement des usagers de  
Châteauneuf Grasse et Opio -  
Recouvrement et reversement la part  
transport et traitement - Convention avec  
SUEZ EAU FRANCE

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

N° Enregistrement : CC.2020.178

Date de la convocation :  
**Le 29/09/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **13 OCT. 2020**

de la réception s/Préfecture  
en date du **14 OCT. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

  
Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt et le 05 octobre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois d'octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

Jean-Paul ARNAUD à René TRASTOUR, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Alain BERNARD à Marika ROMAN

**ABSENTS :**

Marc Malfatto, Alexis Argenti, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Françoise THOMEL, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Delphine CAROSI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur CESARO,**

**Vu** la délibération n°CC.2019.33 du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant sur la prise de la compétence assainissement des eaux usées au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**Vu** la délibération n°CC.2019.136 du Conseil Communautaire en date du 14 octobre 2019 portant création de la Régie assainissement des eaux usées à Simple Autonomie Financière ;

La Société SUEZ EAU FRANCE assure, par délégation de service public, l'exploitation des services publics d'eau potable et de collecte des eaux usées de la C.A.S.A. sur le périmètre géographique des communes d'Opio et de Châteauneuf Grasse.

La C.A.S.A. quant à elle assure en régie, sur ce même périmètre, l'exploitation du service public d'assainissement collectif pour le transport et le traitement des eaux usées sur la station d'épuration de Châteauneuf.

La redevance d'assainissement facturée aux usagers des Communes d'Opio et de Châteauneuf raccordés à la station d'épuration de Châteauneuf est ainsi composée de quatre parts :

- La rémunération du délégataire du service public de collecte des eaux usées ;
- La redevance Collectivité du service public de collecte des eaux usées, destinée à couvrir les charges inhérentes à ce même service, supportées par la C.A.S.A. et non imputables au contrat de délégation du service public de collecte ;
- La redevance intercommunale du service public de transport et de traitement de l'agglomération d'Assainissement Opio – Châteauneuf, permettant de couvrir les charges supportées par la C.A.S.A pour l'exploitation du réseau de transport implanté sur les communes de Châteauneuf et Opio et de la station d'épuration de Châteauneuf Grasse ;
- La part due aux organismes tiers (Agence de l'eau).

Elle est calculée proportionnellement aux volumes d'eau prélevés sur les services publics de distribution d'eau potable dans les secteurs concernés (ou sur toute autres source dans le cas où l'utilisateur est desservi en eau par une alimentation distincte du service public).

Dans le respect de l'article R 2224-19-7 du C.G.C.T. et en vue de simplifier les relations avec les usagers du service, la facturation et le recouvrement de ces différentes composantes de la redevance d'assainissement doivent être effectués par l'exploitant des services publics de distribution de l'eau potable des communes de Châteauneuf Grasse et d'Opio suivant la même périodicité que pour l'eau potable.

Les modalités encadrant la perception et le reversement des redevances « Collecte - Part Collectivité » et « tiers » font déjà l'objet de dispositions contractuelles et conventionnelles établies avec l'exploitant en charge de la distribution d'eau potable sur ces deux communes.

Les modalités de reversement de la redevance « Transport et Traitement – Part C.A.S.A. » perçue par l'exploitant des services d'eau potable concernés ainsi que sa rémunération pour cette prestation doivent être fixées par convention conclue entre la C.A.S.A. et cet exploitant.

Le projet de convention précise donc :

- Les conditions générales de recouvrement de la redevance « Transport et Traitement – Part C.A.S.A » auprès des usagers disposant d'un branchement d'assainissement dans le périmètre d'intervention du service public de transport et de traitement de l'agglomération d'assainissement Opio – Châteauneuf Grasse ;

- Les conditions de son reversement à la C.A.S.A. ;
- La gestion des données des abonnés (propriétaires redevables, nouveaux raccordements, etc.) et des contrats ;
- La gestion des impayés et l'instruction des litiges ;
- Les conditions de rémunération du délégataire des services publics d'eau potable des communes d'Opio et de Châteauneuf Grasse.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention avec la Société SUEZ EAU FRANCE, pour le recouvrement et le reversement à la C.A.S.A. de la part « Transport et Traitement » de la redevance assainissement des usagers de Châteauneuf Grasse et Opio, dont le projet est joint en annexe ;
- de rémunérer SUEZ EAU FRANCE pour ses prestations de perception et de reversement ;
- d'approuver le montant fixé pour ce recouvrement à raison de 1,50 € par facture ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A. à signer ladite convention et tous les actes afférents à son exécution.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention avec la Société SUEZ EAU FRANCE, pour le recouvrement et le reversement à la C.A.S.A. de la part « Transport et Traitement » de la redevance assainissement des usagers de Châteauneuf Grasse et Opio, dont le projet est joint en annexe ;
- de rémunérer SUEZ EAU FRANCE pour ses prestations de perception et de reversement ;
- d'approuver le montant fixé pour ce recouvrement à raison de 1,50 € par facture ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A. à signer ladite convention et tous les actes afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 05 octobre 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



**Convention pour le recouvrement de la redevance transport et traitement des eaux  
usées des communes de CHATEAUNEUF ET OPIO (bassin versant de la station  
d'épuration de Châteauneuf)  
Entre la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis,  
Et la Société SUEZ EAU FRANCE**

**ENTRE**

**La Société SUEZ EAU FRANCE**, société à actions simplifiée au capital de **422 224 040 €**, ayant son siège social à la **Tour CB 21 – 16, place de l'Iris – 92040 Paris la Défense**, inscrite au registre du commerce et des sociétés de **Nanterre** sous le numéro **410 034 607 03064**, représentée par **Madame Laurence PEREZ**, agissant en qualité de Directeur de la Région Provence Alpes Côte d'Azur en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, ci-après dénommée « le concessionnaire eau »,

**D'une part**

**ET**

**La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis**, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, agissant en cette qualité et autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil Communautaire en date du 5 octobre 2020,

**D'autre part**

## **PREAMBULE**

La Société SUEZ EAU France (ex Lyonnaise des Eaux) assure :

- Au terme du contrat de délégation de service public enregistré en Sous-Préfecture le 31 mars 2006, la gestion du service de distribution publique d'eau potable de la commune de Châteauneuf,
- Au terme du contrat de délégation de service public enregistré en Sous-Préfecture le 30 octobre 2007, la gestion du service de distribution publique d'eau potable de la commune d'Opio.

Pour l'assainissement collectif :

- Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2020, la C.A.S.A. gère les réseaux de transport et la station d'épuration de Châteauneuf en régie.
- A noter également que le Société SUEZ EAU France assure :
  - o Au terme du contrat de délégation de service public enregistré en Sous-Préfecture le 31 mars 2006, la gestion du service public d'assainissement – volet collecte de la commune de Châteauneuf,
  - o Au terme du contrat de délégation de service public enregistré en Sous-Préfecture le 21 décembre 2012, la gestion du service public d'assainissement -volet collecte, et du service d'assainissement non collectif de la commune d'Opio.

Par délibération du 5 octobre 2020, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a défini la redevance d'assainissement collectif pour le transport et le traitement sur la station de Châteauneuf, des eaux usées des communes de Châteauneuf et Opio, et souhaite par application de la réglementation en vigueur, que le recouvrement de cette redevance soit effectué sur la même facture que celle du service de distribution publique d'eau potable.

La convention prendra fin à la date de fin de la délégation du service de l'eau des communes de Châteauneuf et d'Opio, à savoir le 30 juin 2021.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**



## Article 1 - Objet de la présente convention et définitions

La présente convention a pour objet de fixer les obligations respectives du délégataire du service de l'eau potable et du gestionnaire du transport et du traitement des eaux usées des communes de Châteauneuf et Opio, concernant le recouvrement et le reversement des redevances d'assainissement collectif (volets transport et traitement) sur le périmètre du service géré par le délégataire du service de l'eau potable sur le bassin versant de la station de traitement de Châteauneuf.

Elle a également pour objet de fixer les règles de transmission des informations relatives aux abonnés du service de l'eau nécessaires à la gestion des services d'assainissement collectif – volets transport et traitement.

A cet effet, les parties s'accordent sur les définitions suivantes pour l'application de la présente convention :

- **Branchement eau potable de référence** : branchement eau potable utilisé pour établir le volume facturé.
- **Branchement d'assainissement** : dispositif raccordant les installations privées à la canalisation publique d'assainissement, en passant par la boîte de raccordement qui sépare la partie privée de la partie publique du branchement.  
Le branchement assainissement peut présenter les caractéristiques suivantes :
  - **Le branchement est raccordé** : les installations privées sont raccordées (conformément à la réglementation) à la canalisation publique.
  - **Le branchement est raccordable** : les installations privées ne sont pas raccordées ou sont mal raccordées (raccordement non conforme à la réglementation) à la canalisation publique.
  - **Le branchement est non raccordé autorisé** : les installations privées ne sont pas raccordées à la canalisation publique par autorisation de la Collectivité.
- **Date de mise en service** : date à laquelle le branchement est raccordé.
- **Redevance d'assainissement** : correspond à la part concessionnaire, la (les) part(s) collectivité(s), et à la part Agence de l'eau ainsi qu'à la TVA perçue en contrepartie du service d'assainissement pour les branchements raccordés.
- **Contribution d'assainissement** : correspond à la somme, au moins équivalente à la redevance d'assainissement, instituée par la Collectivité pour les branchements raccordables ou non conformes.
- **Date d'assujettissement** : date à partir de laquelle le propriétaire est redevable de la contribution d'assainissement, c'est-à-dire, selon la décision de la Collectivité, soit la date à laquelle le branchement est raccordable, soit la date d'expiration du délai fixé (par la collectivité) à compter de la mise en service de la canalisation publique si à cette date le branchement reste raccordable.
- **SI** : Système d'Information de gestion clientèle.

Dans les immeubles collectifs d'habitation ou les ensembles immobiliers de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, un branchement eau potable de référence dessert l'ensemble des abonnés individuels de l'immeuble et les factures sont établies sur la base des volumes d'eau enregistrés aux compteurs individuels et au compteur général d'immeuble. En ce cas, à une même adresse de branchement sont associés plusieurs clients ou propriétaires redevables des redevances ou contributions d'assainissement.

La présente convention fixe les conditions générales de recouvrement des redevances d'assainissement collectif – volets transport et traitement pour les clients et propriétaires disposant d'un branchement assainissement dit "standard", à savoir :

- Un branchement assainissement raccordé ou raccordable et un branchement eau potable de référence géré par le concessionnaire eau,
- Dont la redevance d'assainissement est appliquée sans coefficient de correction, ni forfait,
- Ayant la même périodicité de facturation que celle applicable pour l'eau potable.

Le gestionnaire de l'assainissement charge le gestionnaire de l'eau, qui l'accepte, de recouvrer pour son compte les redevances d'assainissement – volets transport et traitement des clients et propriétaires redevables disposant d'un branchement assainissement standard.

## **Article 2 - Gestion des données des clients et propriétaires redevables**

A l'entrée en vigueur de la présente convention, le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau communique au gestionnaire de l'assainissement collectif - volets transport et traitement, la liste des abonnés en eau avec le cas échéant, les données en sa possession relatives au service de l'assainissement collectif et non collectif (non raccordés), pour chacune des communes.

Le fichier des abonnés est transmis sous format compatible avec Excel ou équivalent. Il comporte à minima les informations suivantes :

- Commune
- N° de Contrat
- Nom, prénom, adresse
- Etat Abonnement (actif/résilié)
- Statut abonnement (raccordable / raccordé / non raccordé autorisé)
- Catégorie d'abonnement (particulier, industriel, etc...)
- N° Physique du Compteur
- Diamètre Compteur
- Volume consommé les 3 dernières années
- Date de la dernière facture
- Montant de la dernière facture
- Solde restant dû.

Le concessionnaire assainissement volet collecte assure la mise à jour et la conservation de la liste des clients et propriétaires redevables ; à cet effet il se charge de collecter les données de chaque branchement assainissement standard à intégrer dans le SI, à savoir :

- Adresse du branchement
- Nom et adresse du client /nom et adresse du propriétaire
- Caractéristiques du branchement assainissement (raccordé, raccordable, non raccordé autorisé)
- Date d'assujettissement du branchement assainissement

- Date de mise en service du branchement assainissement
- Index du compteur d'eau à la date d'assujettissement ou à la date de mise en service. A ce titre, le concessionnaire assainissement est habilité à relever l'index du compteur d'eau.

Le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau communique, dans un délai de 2 mois à l'issue de chaque cycle de facturation, au gestionnaire assainissement - volets transport et traitement les données de son SI mises à jour. La transmission des données s'effectue par fichier électronique sous format Excel ou équivalent.

### **Article 3 - Gestion des contrats des clients et propriétaires redevables**

Le gestionnaire assainissement - volets transport et traitement notifie antérieurement à leur prise d'effet, les tarifs de la redevance transport et traitement applicables aux clients domestiques et aux clients professionnels assimilés domestiques.

Il définit également, en concertation avec le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau, les modalités de communication des informations précontractuelles et contractuelles (supports papier et/ou numériques) envoyées au client en fonction de la catégorie client (domestiques ou assimilés domestiques) et du contexte de souscription (nouveau branchement, branchement existant ou nouveau raccordé).

### **Article 4 - Facturation des redevances d'assainissement Transport et traitement**

Le gestionnaire assainissement - volets transport et traitement est seul responsable du calcul des tarifs des redevances applicables au service de l'assainissement - volets transport et traitement. Le gestionnaire assainissement - volets transport et traitement notifie, au plus tard 1 mois avant le début de chaque période de facturation, au concessionnaire en charge de la distribution de l'eau, les tarifs à appliquer. En l'absence de notification, celui-ci reconduit les tarifs fixés pour la période de consommation précédente.

Le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau calcule le montant de la redevance, due par le client ou le propriétaire, au titre de l'assainissement collectif - volets transport et traitement. Il porte ce montant sur la même facture que celle afférente aux sommes dues au titre de la fourniture d'eau potable mais dans une rubrique distincte, conformément à la réglementation. Il met en recouvrement les factures ainsi complétées.

Par ailleurs, dans le cas de factures basées sur une consommation réelle à partir d'index relevés, le montant du volume consommé est mentionné, le cas échéant, pour chaque période tarifaire.

Le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau établit les factures aux périodes prévues dans son contrat de délégation du service public de l'eau.

A la date de signature de la présente convention les périodes de facturation sont les suivantes :

- Chateaufort : mai/novembre.
- Orio : mai/novembre.

En cas de modification de ces périodes, le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau informe le gestionnaire du service assainissement – volets transport et traitement dans les meilleurs délais.



Le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau ne peut être tenu pour responsable des retards à la facturation ou à l'encaissement qui seraient occasionnés par des causes indépendantes de sa gestion propre. Il n'a en aucun cas, à établir une facturation provisoire ni une facturation spéciale pour les redevances et contributions d'assainissement collectif – volets transport et traitement.

#### **Article 5 - Ecrêtements relatifs aux fuites après compteurs**

Lorsque le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau accorde à l'abonné d'un local d'habitation un écrêtement de sa facture d'eau potable dans les conditions prévues par le contrat et/ou la réglementation en vigueur, il effectue pour ce même abonné un écrêtement de sa facture d'assainissement à hauteur des volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur canalisation après compteur.

Le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau transmet avec le décompte annuel au gestionnaire assainissement - volets transport et traitement un compte-rendu des écrêtements effectués. En année n, le concessionnaire assainissement - volets transport et traitement peut contrôler, par sondage les écrêtements de l'année n et n-1 ainsi effectués en demandant une copie des attestations de plomberie fournies par les abonnés.

Ces obligations font partie des prestations de base dont la rémunération est prévue à l'article 9.1.

#### **Article 6- Conditions particulières**

La présente convention ne comprend pas de conditions particulières de recouvrement des redevances d'assainissement – volets transport et traitement pour les clients et propriétaires de branchements "non standards" définis ci-après :

- Abonnés alimentés en totalité par une source autre que la distribution publique d'eau,
- Abonnés industriels rejetant des eaux usées non domestiques.

#### **Article 7 - Versement du produit des redevances d'assainissement volets transport et traitement**

Le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau encaisse les redevances et contributions d'assainissement collectif - volets transport et traitement en même temps que les sommes relatives à l'eau.

Le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau communique chaque trimestre, pour le compte du gestionnaire assainissement – volets transport et traitement, les produits encaissés des redevances et contributions d'assainissement collectif – volets transport et traitement.

Le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau transmet lors de chaque reversement :

- Le volume soumis à la redevance d'assainissement (volume facturé) ;
- Les tarifs unitaires hors taxe de la redevance d'assainissement – volets transport et traitement ;
- Le montant Hors taxe facturé au titre de la redevance d'assainissement – volets transport et traitement ;

- Les sommes encaissées et reversées au cours de la période considérée détaillées par période de facturation ;
- L'état des sommes non encaissées qui justifiera des créances irrécouvrables constatés, l'état des impayés et les dégrèvements pour fuite.
- Les justificatifs qui pourraient être demandées par l'administration fiscale concernant la TVA facturée sur la redevance assainissement – volets transport et traitement.

Les produits encaissés pour le compte du gestionnaire assainissement- volets transport et traitement (part collectivité et la TVA applicable) lui sont versés dans les conditions suivantes (dispositions définies au regard des conditions de reversement du contrat de délégation eau) :

- 3 mois après la facturation, sur la base d'un acompte égal à 90% des montants facturés,
- 6 mois après la facturation, solde sur la base des sommes encaissées.

Toute somme non versée à ces dates porte intérêt au taux légal en vigueur.

Le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau établit un décompte annuel des produits encaissés l'année n-1 pour le compte du gestionnaire assainissement - volets transport et traitement.

Ce décompte fait apparaître les éléments suivants, décomposés en quantités et en prix unitaires et détaillés pour chacune des communes concernées par la présente convention, d'une part, en part fixe, part variable et TVA et d'autre part, en part(s) collectivité(s) et part concessionnaire, ainsi que le nombre de clients facturés :

**a) Crédit**

- Montant des redevances et taxes mises en recouvrement au titre de la facturation de l'année n (montant net des écrêtements accordés conformément à l'article 5 de la présente convention),
- Montant des régularisations au titre des années antérieures,
- Impayés recouverts des années antérieures.

**b) Débit**

- Montant global des impayés de l'année n à la date de présentation du décompte ;
- En annexe à ce compte, le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau présente au gestionnaire assainissement - volets transport et traitement la liste des non-valeurs relatives aux débiteurs défaillants que le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau renonce à poursuivre (insolvable, décédé sans héritier, disparu).
- Montant des régularisations au titre des années antérieures ;
- Montant des versements intermédiaires au gestionnaire assainissement - volets transport et traitement.
- Montant des impôts et taxes imputables à l'encaissement de la redevance, le cas échéant.

**c) Solde**

- Montant du solde à verser au gestionnaire assainissement - volets transport et traitement, égal à la différence entre a) et b) ci-dessus.

En complément de ce décompte financier, le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau transmet chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin de l'année N, les données nécessaires à l'élaboration du

Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS), c'est-à-dire le nombre de clients et les volumes facturés par commune, sur l'année N-1.

Le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau procède à l'ouverture dans sa comptabilité d'un compte spécial "assainissement" permettant au gestionnaire assainissement - volets transport et traitement de contrôler le produit des redevances d'assainissement.

Le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau tient à disposition du gestionnaire assainissement - volets transport et traitement toutes les pièces justificatives dont celui-ci désirerait prendre connaissance pour constater le bien-fondé de l'établissement du décompte annuel et en particulier les bordereaux de débit et les états d'encaissement.

#### **Article 8 - Impayés, recouvrement et instruction des litiges**

En aucun cas, le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau ne peut être tenu pour responsable vis-à-vis du gestionnaire assainissement - volets transport et traitement du non-paiement des redevances et contributions d'assainissement collectif – volets transport et traitement par les abonnés.

Le concessionnaire eau applique ses procédures de recouvrement sur les factures sans distinction des parts à recouvrer. Il a la possibilité de recourir à des sociétés de recouvrement.

Lorsque le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau aura épuisé l'ensemble des recours, et lorsqu'il décide un abandon de créance pour sa part eau potable, l'ensemble des sommes impayées en eau et assainissement portées sur la facture sera annulé dans la comptabilité du concessionnaire eau. Une liste des abonnés concernés par la redevance prévue dans la présente convention avec le détail des sommes abandonnées sera communiquée au gestionnaire assainissement - volets transport et traitement afin qu'il puisse entreprendre à ses frais, toutes démarches qu'il jugera nécessaires afin de recouvrer ces sommes.

Cette procédure s'applique également pour les abandons de créance au titre du FSL. La liste des abonnés et le montant des parts assainissement abandonné au titre de la participation FSL sont transmis au gestionnaire assainissement - volets transport et traitement lors de l'établissement du décompte annuel.

En cas de paiement partiel, sauf demande spécifique du client, le montant du règlement est imputé au prorata des redevances et contributions facturées.

Si le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau parvient à encaisser ultérieurement une somme figurant à cet état des impayés, il doit en informer le gestionnaire assainissement -volets transport et traitement au moment du décompte annuel. Les sommes ainsi encaissées avec retard ainsi que les pénalités éventuelles prévues par la réglementation, sont ajoutées par le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau au versement du décompte annuel suivant et font l'objet d'une ligne spéciale sur l'état global correspondant.

Toutes les réclamations ou demandes d'explications relatives au service de l'assainissement – volets transport et traitement présentées par les clients ou les propriétaires sont instruites et traitées par le gestionnaire assainissement - volets transport et traitement. En cas de réception d'une réclamation de ce type par le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau, celui-ci informe le client ou le propriétaire des coordonnées du gestionnaire assainissement - volets transport et traitement et

transmet sans délai à ce dernier toutes les correspondances relatives au service de l'assainissement - volets transport et traitement (demandes d'informations, réclamations, contestations...) qui lui sont le cas échéant adressées.

Le gestionnaire assainissement - volets transport et traitement garantit le concessionnaire eau contre tout recours qui serait exercé à son encontre par des clients du service de l'assainissement – volets transport et traitement, à l'exception d'un manquement du concessionnaire en charge de la distribution de l'eau aux obligations qui lui incombent au titre de la présente convention.

Le gestionnaire assainissement - volets transport et traitement conserve l'entière responsabilité des obligations relatives au service public d'assainissement collectif – volets transport et traitement et, en particulier, l'ensemble des obligations fiscales notamment celles relatives à la collecte et à la déclaration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

#### **Article 9 - Rémunération du concessionnaire en charge de la distribution de l'eau**

Les tâches relatives au recouvrement des redevances et contributions d'assainissement collectif - volets transport et traitement incombant au concessionnaire en charge de la distribution de l'eau en application de la présente convention sont rémunérées, en valeur de base hors taxes au 01/04/2020, à raison de 1,50 €HT par facture émise portant perception des redevances et taxes.

Les prix à appliquer à chaque facturation annuelle sont obtenus en multipliant ce tarif de base par le coefficient K donné par la formule définie ci-après, dans laquelle les valeurs des paramètres à prendre en compte seront les valeurs connues au premier jour de la période considérée :

$$k = 0,15 + 0,65 \times \text{ICHT-E}/\text{ICHT-E}_0 + 0,2 \times \text{FSD2}/\text{FSD2}_0$$

Ce coefficient k sera arrondi au dix millième le plus proche (4 décimales), les calculs intermédiaires seront menés avec 5 décimales.

#### Valeurs et descriptif des indices :

Indices initiaux « 0 » : valeurs de base des paramètres connues au 1<sup>er</sup> avril 2020.

Indices annuels « n » : valeurs des paramètres connues au 1<sup>er</sup> janvier de l'année n.

Indice	Valeur initiale au /date/	Description de l'indice	Identifiant
ICHT-E <sub>0</sub>	117,8/ Moniteur du 01/03/2020	Coût horaire du travail Eau, assainissement, déchets, dépollution.	INSEE ICHTE avec effet CICE
FSD2 <sub>0</sub>	131,1/ Moniteur du 01/03/20	Frais et services divers - modèle de référence n°2	INSEE FSD2

Si l'un des indices ci-dessus n'est plus publié, le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau proposera au gestionnaire de l'assainissement - volets transport et traitement son remplacement par un indice représentant sensiblement le même élément constitutif du prix, en indiquant les conditions de son raccordement. Les parties signataires se mettront d'accord par simple échange de courrier.

Le concessionnaire en charge de la distribution de l'eau adresse au gestionnaire assainissement - volets transport et traitement, en même temps que le décompte annuel, une facture annuelle établie sur cette base. La somme correspondante est payée par le gestionnaire de l'assainissement - volets transport et traitement dans un délai de 30 jours.

Toute somme non versée à cette date porte intérêt au taux légal en vigueur.



**Article 10 – Protection des données**

Chaque partie doit mettre les mesures techniques et organisationnelles en place pour assurer la conformité des traitements des données personnelles à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) et devrait être en mesure de le démontrer.

Chaque partie doit s'assurer que les données qu'elle utilise sont nécessaires aux finalités qu'elle a déterminées.

Les parties de la présente convention s'engagent à procéder aux déclarations et informations qui seraient requises dans le cadre de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le fichier des abonnés ou tout autre fichier comportant des informations contenant des données personnelles soumises à la réglementation sont transmis par voie dématérialisée (données cryptées et protégées par mot de passe).

**Article 11 - Durée et entrée en vigueur**

La présente convention prend effet le 01/04/2020, pour la durée du contrat de délégation du service public d'eau potable du concessionnaire eau.

L'une ou l'autre partie peut par ailleurs procéder à une résiliation unilatérale de la convention en cas de modification par la réglementation des conditions actuelles de recouvrement des redevances et contributions d'assainissement collectif.

<b>Article 12 - Coordonnées des services de chaque concessionnaire</b>
------------------------------------------------------------------------

**Concessionnaire Eau :**

Interlocuteur pour les échanges de fichiers et mise à jour du SI :

Najia LAAKABI [najia.laakabi@suez.com](mailto:najia.laakabi@suez.com)

Interlocuteur pour les échanges sur les Tarifs à appliquer et éléments de facturation :

Julien ENSUQUE [julien.ensuque@suez.com](mailto:julien.ensuque@suez.com)

Interlocuteur pour les Reversements :

Service comptabilité comptatiers.ccsudest.sef@suez.com

Interlocuteur pour Facturation et règlement de la prestation :

Maryse BRUYER [maryse.bruyer@suez.com](mailto:maryse.bruyer@suez.com)

Interlocuteur Assainissement pour l'ensemble des échanges :

Olivier BELTRAMO [o.beltramo@agglo-casa.fr](mailto:o.beltramo@agglo-casa.fr)

Fait en trois exemplaires originaux.

A Valbonne, le .....

**Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia-Antipolis**

**Pour SUEZ EAU France, Exploitant du service d'eau  
potable**

**Jean LEONETTI  
Le Président**

**Laurence PEREZ  
Directrice Régionale PACA**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 05/10/2020  
Numéro : CC\_2020\_178  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Redevance assainissement des usagers de Châteauneuf Grasse et Opio - Recouvrement et reversement la part transport et traitement - Convention avec SUEZ EAU FRANCE  
Matière : 8.8 - Environnement  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : xl8mzCE

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 14/10/2020  
Identifiant : 006-240600585-20201005-CC\_2020\_178-DE

**Acte reçu**

Date : 05/10/2020  
Numéro interne : CC\_2020\_178  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Redevance assainissement des usagers de Châteauneuf Grasse et Opio - Recouvrement et reversement la part transport et traitement - Convention avec SUEZ EAU FRANCE  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20201005-CC\_2020\_178-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20201005-CC\_2020\_178-DE-1-1\_2.PDF

N